



• ADABio •

Les Agriculteurs **BIO** de l'Ain, l'Isère,  
la Savoie et la Haute-Savoie

# Les freins à la conversion biologique en élevage laitier de montagne tout herbe, dans les Savoie

## Quelle place pour l'élevage laitier biologique dans les Savoie ?

### Sommaire :

- Quelle place pour l'élevage laitier biologique dans les Savoie ?
- Pourquoi une étude technique sur les freins à la conversion ?
- Freins et enjeux identifiés auprès des experts
- Freins identifiés auprès des agriculteurs
- Perspectives de solutions
- Conclusion

**Septembre 2012**

La croissance de la consommation nationale en produits biologiques se poursuit entre 2009 et 2010 avec une hausse de 19%. Celle des fromages bio n'étaient pas en reste avec plus de 16% de demande supplémentaire entre 2010 et 2011, pour un secteur encore peu développé.

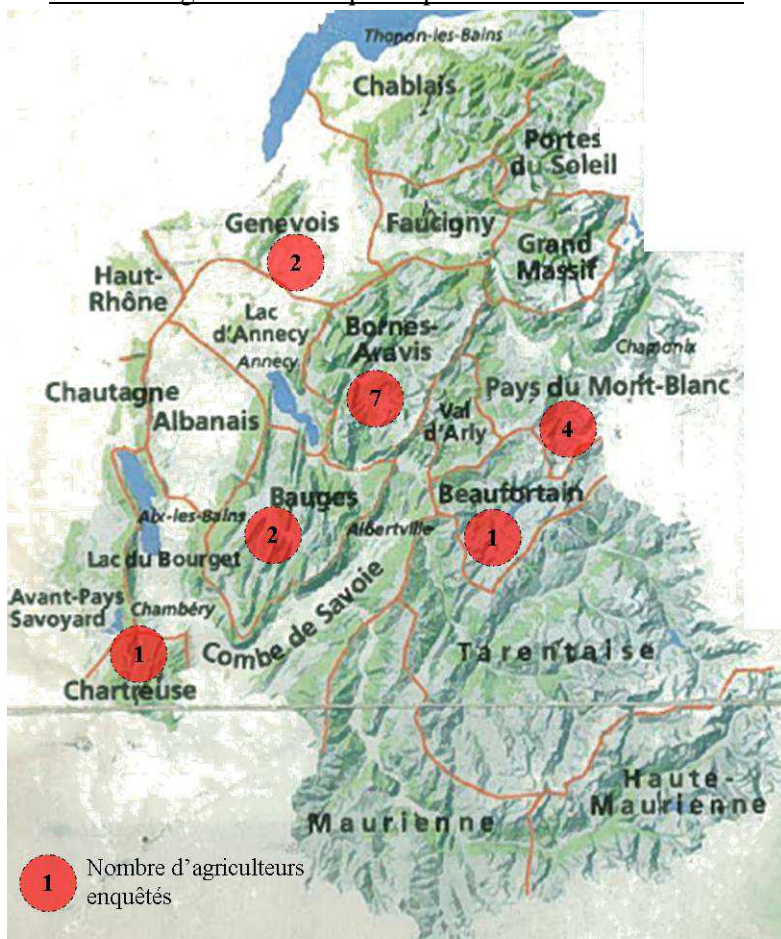
Dans les Savoie, la filière fromagère est prépondérante avec une majorité de fromages sous signes de qualité (AOP, IGP). Pourtant les élevages bovins laitiers biologiques ne représentent que 23 fermes dans les Savoie pour 5,9 millions de litres collectés. A titre d'exemple, la Haute-Savoie a enregistré une augmentation de 4 laitiers, passant de 10 à 14 en l'espace de 10 ans, alors que la collecte nationale a doublé sur le même temps. La production laitière bio est collectée en grande partie par la coopérative de Yenne (près de 40% en 2012). Elle est très peu présente en zone de montagne. Dans cette tradition forte de production de fromages de qualité, nous chercherons à comprendre les freins qui influent sur l'absence de conversion en zone de montagne tout herbe. Ce stage concerne les exploitations agricole et ne concerne pas la filière, problématique déjà connue.

## Pourquoi une étude technique sur les freins à la conversion ?

Des études et stages ont déjà été réalisés sur les raisons de la faible dynamique de conversion dans les Savoie, elles n'étaient pas spécifiques à la zone de montagne tout herbe et aux agriculteurs intéressés par le bio. Les réunions d'information et diagnostics de conversions réalisés ont pointés du doigt plusieurs points techniques comme l'autonomie alimentaire (en concentrés et fourrages), le renouvellement, la conformité des bâtiments avec la réglementation bio...

Dans cette étude, il s'agissait de rechercher si des freins techniques à la conversion étaient réellement présents chez les **agriculteurs intéressés** par l'agriculture biologique **en zone de montagne tout herbe**. Le but étant d'apporter des **solutions adaptées** aux fermes. Des enquêtes auprès d'experts ont permis de comprendre les systèmes en montagne et tout herbe et d'identifier les freins qu'ils perçoivent. 17 agriculteurs de divers massifs (carte ci-contre), dont 5 bio, ont été rencontrés dans le but de déterminer leurs freins à la conversion. Une attention est portée aux renouvellement du troupeau, l'alimentation et la gestion de l'herbe.

Carte des agriculteurs enquêtés par massifs dans les Savoie



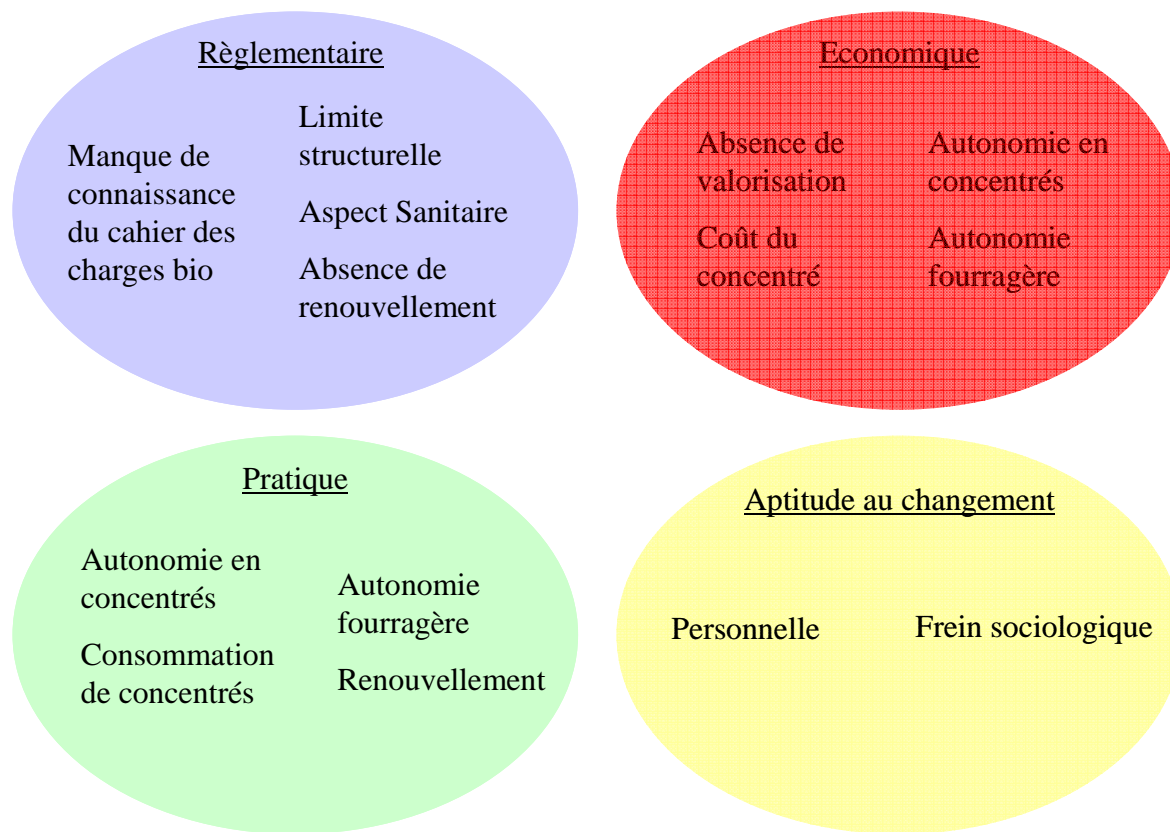
## Freins et enjeux identifiés auprès des experts

La rencontre de 11 experts - CERFRANCE, SUACI, AFTAlp, Chambre d'agriculture et contrôles laitiers des 2 départements - a confirmé l'importance à accorder aux freins techniques perçus par l'ADABio : un renouvellement externalisé, une autonomie fourragère minimum (selon les cahiers des charges AOP) pas toujours atteinte, une absence de cultures. La présence de bâtiments entravés, une limite dans le nombre de traitements sanitaires, le manque de débouchés ou encore l'aptitude au changement (voir schéma ci-dessous) ont également été cités. Ils ont permis d'ouvrir le questionnaire auprès des agriculteurs afin de recueillir tous les freins ressentis et problèmes potentiels à la conversion.

Si le frein de la valorisation - filière peu structurée et débouchés pas assez valorisants - est cité 6 fois, il est intéressant de constater que l'absence de renouvellement n'est pas nécessairement citée de prime abord comme un frein par les experts (alors que seuls 10% du troupeau peuvent être renouvelés en non bio avec conversion). Une méconnaissance du cahier des charges bio en est la cause. Les professionnels ont également exprimé leur souhait d'une meilleure collaboration et d'un partage des informations entre structure, afin que le conseil soit cohérent.

**Une connaissance relative des systèmes de montagne confirme les freins techniques, au même titre que réglementaires et personnels**

Schéma des catégories de freins identifiés avec les experts et confirmés



## Freins identifiés auprès des agriculteurs

Les problématiques des agriculteurs correspondent bien aux catégories identifiées précédemment. Certaines remettent en cause la possibilité de conversion (freins réglementaires) quand d'autres impactent les pratiques ou l'équilibre économique. Il est à noter que les agriculteurs bio n'avaient pas les mêmes préoccupations avant et lors de leur conversion alors que leurs systèmes ont peu évolués.

Tableau des freins cités par les agriculteurs

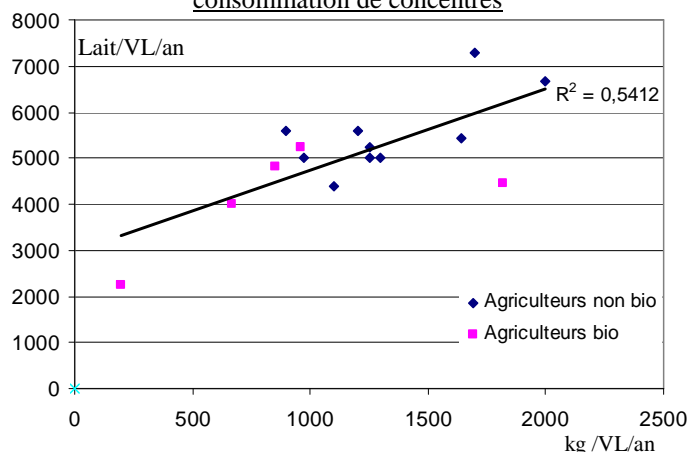
Agriculteurs non bio (12)	Agriculteurs bio (5)
Coût des concentrés : 5	Trouver des aliments bio : 3
Pas de cultures : 3	Qualité de l'aliment : 1
Autonomie fourragère : 5	Autonomie fourragère : 1
Peur de baisse de production de lait : 2	Coût : 1
Renouvellement : 3	Renouvellement : 1
Valorisation : 10	Peur de la fin de la dérogation pour l'attache : 1
Sanitaire : 4	
Structurel : 3	

### Les freins techniques (ou pratiques)

Si le but de l'étude n'est pas d'étudier le surcoût du concentré bio dans chaque exploitation, résultant d'un ressenti personnel et d'une évaluation économique, il est possible d'évaluer les marges de progrès, les différences techniques et les points non réglementaires du cahier des charges bio. Tandis que l'autonomie alimentaire globale est un frein pratique, l'externalisation de l'élevage de génisses impacte directement la possibilité de conversion.

#### La consommation de concentrés

Graphique représentant la production laitière en fonction de la consommation de concentrés



Le graphique ci-contre décrit clairement la situation : globalement les élevages bio consomment moins de concentrés que les non bio (900kg/VL/an contre 1300). Mais la production laitière suit cette tendance : 4100L/VL/an en bio contre 5500. Le taux de concentrés consommé pour produire 1 litre de lait, en g/L, permet d'estimer l'efficacité de l'alimentation: en bio les vaches consomment en moyenne 200g/L de concentrés et les non bio 240. Les élevages bio seraient plus efficaces. Il est à noter qu'une valeur supérieure à 250g/L montre une consommation superflue (selon les Réseaux d'élevages): 4 élevages sont dans ce cas dont un bio. Ni la production de céréales sur la ferme, ni la distribution des aliments (ordre, nombre de passages) ne sont clairement liés à une moindre consommation de concentrés.

Techniquement la consommation de concentrés n'est pas toujours optimisée

#### La gestion de l'autonomie fourragère

L'autonomie fourragère n'est pas liée à l'agriculture biologique: sur les 5 fermes autonomes, seules 2 sont bio. Comme le montre le tableau ci-contre, les exploitations autonomes sont plus extensives (lait/ha), mais pas sur le chargement, il est donc difficile de préconiser pour les agriculteurs enquêtés un chargement au maximum (1 UGB/ha par exemple). D'autres facteurs interviennent.

La gestion des surfaces montre que 4 autonomes ont une utilisation mixte (fauche+pâture). Ce qui contribue à l'explication d'exportations en tonnes de matière sèche/ha (pâturage+fauche) supérieures en système autonome (4,2 t/ha en autonomie contre 3,8). La présence de prairies temporaires (pour 3 fermes) n'a pas d'influence notable dans la conduite fourragère.

Les agriculteurs bio ne sont pas nécessairement plus autonomes en fourrages

Tableau comparant les agriculteurs sur l'autonomie fourragère

	Autonome	Non autonome
Nombre de fermes	5	10
Nombre de bio	2	3
L/ha de SFP	2630	3370
Fermes au chargement >1 UGB/ha	2	6

Il reste difficile de statuer sur des pratiques de fertilisation (période, quantité, nature), les dates de fauches, le mode de pâturage déterminantes de l'autonomie fourragère.

#### Le renouvellement du troupeau

L'externalisation de l'élevage de génisses ou l'achat n'est pas ressenti comme un frein mais touche 6 conventionnels sur 12 et 7 personnes effectuent des mises en pension (vaches ou génisses). Ce qui pose un réel problème réglementaire.

Le renouvellement est le premier point réglementaire qui peut pénaliser une conversion en zone de montagne !

#### D'autres freins ont aussi leur importance

Le dialogue avec les éleveurs enquêtés a permis de savoir qu'une méconnaissance du cahier des charges bio n'est pas négligeable, ce qui peut entraîner une confusion dans la dénomination de « proche » de la bio. La difficulté d'appréhension du changement, de prise de décision de modifier le système a également été pointée, notamment dans les pratiques « je ne peux pas baisser la quantité de concentrés ». Ces points sont essentiels dans l'évolution vers une conversion pour une personne intéressée.



## Perspectives de solutions

Les 4 natures de freins : réglementaires, économiques, pratiques et d'aptitude au changement cités impactent le développement des conversions. Des solutions globales pour contribuer à les lever sont ici proposées, comme des solutions plus particulièrement appliquées aux freins de l'absence d'autonomie des fermes en concentrés et en élevage de génisses, ceci afin de se doter d'outils fonctionnels lorsque des agriculteurs décideront d'une conversion.

La **communication** est plus que nécessaire à développer autour des similitudes et différences entre l'élevages laitier de montagne sous signe de qualité et bio. Ceci doit être fait lors de réunions d'informations sur l'agriculture bio. De plus des témoignages d'agriculteurs des Bornes, par exemple, sur leur expérience dans la création d'une collecte bio dans leur coopérative pourrait être intéressant. Les plaquettes d'informations sur les services de l'ADABio devraient être proposées et fiches techniques devraient être systématiquement proposées lors des réunions de sensibilisation et diagnostics de conversion.

La création **d'ateliers d'élevages de génisses** initiée par l'UPRA Tarentaise est le seul exemple de

contractualisation avec accord tripartite : il implique l'assurance d'une génisses bien élevée, une rémunération pour son éleveur et une sélection pour l'UPRA. Cet exemple devrait être discuté en groupe de travail (éleveurs laitiers et éleveurs de génisses) pour connaître l'utilité d'une telle contractualisation. L'ADABio doit en ce sens trouver des éleveurs de génisses : le GAB des Hautes-Alpes pourrait à moyen terme proposer des solutions.

Des solutions techniques doivent permettre d'anticiper les besoins de demain.

Le développement de **l'appui technique** passe par la continuité des actions existantes (formations, diagnostics techniques et de conversion) mais aussi par l'édition de fiches techniques sur les sujets de l'étude : consommation de concentrés, autonomie fourragère et gestion des prairies en bio en montagne... Une ferme de démonstration en montagne tout herbe serait judicieuse. Enfin un meilleur suivi des agriculteurs qui ont réalisé un diagnostic (de conversion, mais aussi technique) permettrait de mieux l'appuyer dans sa conversion ou dans son processus de changement.

**L'amélioration de l'annuaire de vendeurs/acheteurs de céréales** passe notamment par une meilleure communication

sur l'existence de cet outil de mise en relation dans le Terre des Savoie ou la Feuille Bio, mais également lors de réunions (diag...). Une estimation de son efficacité devrait être réalisée : quelle proportion de céréales proposée est vendue ? Qui sont les destinataires ? Quelle connaissance de l'annuaire ? Pour aller plus loin, il faudrait alors se poser la question d'un approvisionnement en local en aliment du bétail bio: silo en CUMA, lien avec de petits fabricants du bétail,...

## Conclusion

Cette étude nous apprend que pour la plupart des données de l'enquête, les agriculteurs bio ne sont pas différents des non-bio: pas plus autonomes, ni plus extensifs. Le travail effectué montre cependant que les freins techniques existent en zone de montagne tout herbe et que des solutions peuvent être proposées. Il est bien sûr nécessaire de continuer le travail sur la filière globale, en se rapprochant des coopératives et transformateurs pour créer des débouchés. Une étude de potentiel a été menée par un autre stagiaire à l'ADABio en ce sens. Un rapprochement avec les conseillers (Chambre, contrôle laitier) et autres acteurs de la filière (FAB...) est nécessaire, des informations sur l'agriculture biologique doivent être apportées (formations, participation aux commissions) et les besoins spécifiques aux éleveurs doivent être remontés.

Pour plus d'informations vous pouvez vous référer au mémoire de stage *La production laitière bovine en agriculture biologique, dans les Pays de Savoie. Les freins en zone de montagne tout herbe et les leviers d'actions*. Marion Viguié, 2012. ADABio